

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Le PCF et le mouvement des non-alignés

**L'**ENJEU de la rencontre actuelle des pays non-alignés à Colombo au Sri Lanka mais surtout à la Havane en septembre n'est un secret pour personne : le Mouvement des non-alignés saura-t-il préserver son unité sans abandonner ses principes originels, l'indépendance vis-à-vis des deux grands blocs, américain ou soviétique ? L'URSS, elle, ne reste pas les bras croisés et fait son travail de sape par le biais de Cuba et du Vietnam, membres du mouvement.

Voici d'ailleurs un extrait d'article d'un journal français, à l'occasion de la visite de Tito en Algérie : « Le président yougoslave a montré le danger de toute ingérence et de toute pression d'un bloc ou de l'autre ayant pour but de faire dévier le mouvement et de détruire son unité.

Le seul moyen, a-t-il dit, de faire face à ces pressions, est une politique indépendante, hors bloc, se concentrant sur la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et contre toutes les sortes d'hégémonie.

1. Concernant l'Asie du Sud-Est, il a déclaré que la position de la Yougoslavie s'appuie sur le respect du droit à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et du droit à faire face à toute intervention étrangère visant à changer les régimes en place ». Qui, à votre avis, ne peut pas être d'accord avec une telle orientation, si ce n'est Cuba et le Vietnam (voir citation cubaine en page 2) dont l'activité consiste justement à faire le contraire, à l'instigation de Moscou ?

Mais ce qui nous intéresse surtout ici, c'est que cet extrait d'article, cité plus haut, est paru dans l'Humanité du jeudi 31 mai.

L'année dernière, au moment de la rencontre des non-alignés à Belgrade, l'Humanité avait repris les positions cubaines. Qu'aujourd'hui elle se fasse l'écho des positions yougoslaves est un changement appréciable.

Sans aucun doute, le mécontentement de nombreux militants du PCF face au soutien inconditionnel apporté par leur journal à l'agression soviéto-vietnamienne au Cambodge est pour beaucoup dans ce changement.

Mais les militants du PCF, pour qui « respect de l'indépendance » veut dire quelque chose, ne se contenteront pas de quelques paroles contre les blocs et pour le respect de l'indépendance. Ils doivent exiger de leurs dirigeants de mettre en accord les paroles et les actes. Concrètement, cela signifie : condamner l'invasion vietnamienne au Cambodge, exiger le retrait des troupes étrangères du territoire cambodgien, condamner l'intervention militaire soviétique contre le peuple érythréen, critiquer les positions de Cuba et du Vietnam, contraires aux principes du non-alignement.

Prenons l'Humanité au mot : quand elle reprend la position yougoslave appuyant « le droit à faire face à toute intervention étrangère visant à changer les régimes en place », ne devrait-elle pas soutenir la lutte de résistance du peuple cambodgien contre l'occupant ?

Claude LIRIA

## ELECTIONS EUROPEENNES

# Votez blanc ou nul !

**A**UCUNE liste ne représente réellement les intérêts des travailleurs quant à l'enjeu de l'unité européenne. Nous mêmes n'avons pu en présenter une : c'était hors de notre portée financièrement. La « démocratie » libérale avancée est bien faite dans ce sens ! C'est pourquoi nous appelons à voter blanc ou nul.

Pour marquer notre opposition à la politique de chômage et d'oppression des masses populaires des villes et des campagnes, notre volonté d'unité et de solidarité des luttes anticapitalistes des travailleurs européens, d'unité des peuples et pays d'Europe contre la politique d'hégémonie de l'URSS et des USA, contre les menaces de guerre soviétiques.

Voir nos articles en page 3 sur « les petites listes » et en page 6 notre appel plus précisément en direction des sidérurgistes.

## L'énergie, une clé de l'avenir

L'intervention spéculative américaine sur le marché pétrolier de Rotterdam, les démarches de François Poncet et Giraud ainsi que de représentants de la CEE auprès de l'administration Cartier, ont mis au premier plan de l'actualité les problèmes énergétiques. Le tout sur arrière-plan de crise et de rationnement.

On est loin d'un simple phénomène de conjoncture. Au contraire, tout concourt à placer l'énergie au centre des préoccupations des années à venir.

Ici, viennent en effet converger à peu près toutes les contradictions du monde d'aujourd'hui, celles auxquelles sont soumises la France, et l'Europe, en particulier.

**L**IMITATIONS de vitesse à 110 km/h sur autoroute et 75 km sur route. Chauffage limité à 16 degrés, diminution de l'éclairage public, interdictions d'enseignes lumineuses, etc. Telles sont les mesures de restriction qui pourraient nous être imposées un de ces jours. Il en est au moins question dans les bureaux ministériels.

Voilà qui donne la mesure du changement. Il y a encore dix ans, c'était le temps de l'abondance. Le pétrole coulait à flot pour pas cher, tandis que quelques compagnies occidentales et surtout américaines

tenaient en main le robinet, imposant leur loi à tous, consommateurs aussi bien que producteurs. Le coup de théâtre des années 1970, ce fut l'intervention des pays producteurs - regroupés au sein de l'OPEP - pour rétablir leur souveraineté sur le pétrole. Une des conséquences les plus sensibles aura été l'établissement d'un prix correspondant mieux à la valeur du pétrole c'est-à-dire son quadruplement.

Où en est-on aujourd'hui ? Deux circonstances conduisent les pays producteurs de pétrole, en même temps qu'ils luttent pour maintenir son prix, à en limiter le débit.

Dans les conditions actuelles d'exploitation et compte tenu des gisements connus, les réserves pétrolières sont limitées à quelques décennies. Cette situation incite naturellement à dénoncer le gaspillage qui est le fait des pays industrialisés. C'est ce que firent les premiers pays producteurs eux-mêmes. D'autre part, le pétrole, comme d'ailleurs toutes les autres matières premières, constitue pour les pays du tiers monde, qui en sont détenteurs, un puissant instrument pour leur édification économique indépendante. Dès lors qu'ils ont retrouvé la maîtrise de son utilisation, ces pays, à juste titre, n'entendent pas dilapider ce capital au gré de la boulimie énergétique des pays riches. Ce qui vient de se produire en Iran illustre assez bien cette tendance.

Il n'y aurait pas grand problème si, à l'inverse, la tendance des pays consommateurs n'était pas l'augmentation continue du volume du pétrole consommé et plus généralement



Ouvriers irakiens travaillant à l'extraction d'un pétrole dont leur pays a retrouvé la maîtrise.

l'extension de la consommation énergétique. (C'est ainsi qu'en France, par exemple, les importations de gaz naturel seront multipliées par sept entre 1966 et 1985).

Cette division entre pays producteurs - exportateurs et pays consommateurs - importateurs recouvre grosso-modo la division Nord-Sud : pays développés - pays en voie de développement. En fait, ce n'est là qu'une grossière approximation.

1 - Les pays du tiers monde se répartissent eux-mêmes en producteurs et consommateurs et ces derniers ont beaucoup de mal à encaisser le coup d'un renchérissement de l'énergie (provoqué en définitive par les pays développés). Ces difficultés ne sont qu'en partie compensées par les aides que leur fournissent les pays producteurs appartenant au tiers monde.

Au chapitre de ces aides, on peut signaler le projet actuellement discuté au sein de l'OPEP visant à garantir aux pays en voie de développement non producteurs leurs besoins en hydrocarbure et à annuler pour eux les effets de la spéculation pratiquée par les grandes compagnies pétrolières.

2 - La caractéristique commune aux deux États-continentaux que sont les superpuissances, c'est qu'elles disposent de ressources énergétiques qui leurs sont propres. Ceci les met relativement à l'abri des aléas énergétiques (c'est surtout vrai pour l'URSS qui dans ce domaine se suffit à elle-même : 1 100 millions de tonnes équivalent-pétrole produits en 1975 pour une consommation de 940 millions de tonnes).

(Suite page 3)

NICARAGUA

# Grève générale et violents combats

La dictature à nouveau menacée



Nicaragua. Les gardes mobiles de Somoza à la recherche d'un suspect fouillent des passants près de Leon.

Depuis mercredi, le Nicaragua est sous le coup d'un état de siège décrété par Somoza en riposte à la nouvelle offensive lancée par le Front sandiniste. De violents combats ont lieu actuellement à Léon, la deuxième ville du pays, entre les forces sandinistes et la Garde nationale. La capitale du pays, Managua, est paralysée par la grève générale. Au niveau international, et plus particulièrement en Amérique latine, l'isolement de la dictature de Somoza ne fait que s'accroître.

**M**ERCREDI, Somoza a décrété l'état de siège pour l'ensemble du pays et proclamé l'instauration de la loi martiale ce qui lui permet de justifier la violation de la Constitution devenue fantôme, les arrestations arbitraires, les restrictions au niveau de la presse et les contrôles permanents pour toute personne qui bouge.

L'instauration de l'état de siège fait suite aux violents combats qui, depuis quelques jours, opposent les forces sandinistes et la Garde nationale à Léon, la deuxième ville du pays.

Mercredi, le Front sandiniste a fait savoir par le biais de la radio costariquaise que cinq-cents de ses combattants contrôlaient la ville et qu'ils avaient abattu plusieurs avions de la Garde,

venus bombarder les tranchées sandinistes.

D'autres témoignages révèlent que le poste de commandement de la Garde nationale, situé au centre de Léon est encerclé par les guerilleros. Ils rapportent également que les Sandinistes creusent des tranchées, se préparant ainsi à faire face à d'éventuels renforts pour la Garde. Dans Léon, où il n'y a plus d'eau ni d'électricité, les hôpitaux sont surchargés des nombreuses victimes des bombardements.

D'autres combats se déroulent en divers points du pays : au nord, à Matagalpa et dans le sud, tout au long de la frontière costariquaise. A Managua, la capitale, la grève générale lancée à l'appel du Front sandiniste est largement suivie. Tout y est fermé, les rues pratiquement désertes. Seules, quelques

stations d'essence et banques sont ouvertes, ayant été réquisitionnées par le gouvernement.

### SOMOZA DE PLUS EN PLUS ISOLÉ

Le dictateur Somoza, a tenté, pour rompre l'isolement qu'il connaît au niveau international, de rejeter la responsabilité des événements présents sur le dos de pays voisins tels que le Costa-Rica, le Panama et le Venezuela qu'il accuse, non pas d'avoir envahi le Nicaragua (ce serait trop difficile à faire avaler), mais de donner des armes et de servir de base d'appui aux Sandinistes.

En fait, cette attitude a eu un effet inverse, à savoir que la condamnation du régime de Somoza est maintenant non seulement le fait des pays les plus progressistes d'Amérique latine mais également des autres qui, désormais, se déclarent prêts à soutenir le Costa-Rica en cas d'attaques de la part de la Garde nicaraguayenne, car, rappelons-le, ce pays ne possède pas d'armée. D'ailleurs, le gouvernement costaricain a déjà procédé à l'évacuation des civils de la zone frontalière avec le Nicaragua.

Quant à l'impérialisme américain, il continue à jouer double jeu. Il n'hésite pas à condamner, au nom des droits de l'homme, le régime de Somoza, à soutenir les pays latino-américains qui lui font face, mais à côté de cela, il continue, par des biais non officiels, d'aider militairement la Garde nationale de Somoza. Car, si Carter désire se débarrasser de Somoza dont le régime est sans cesse menacé par des soulèvements populaires et mettre au pouvoir des forces bourgeoises démocratiques, il craint par dessus tout la prise de pouvoir par les Sandinistes qui aurait à coup sûr pour conséquence de remettre en cause les intérêts importants que possèdent les capitalistes américains au Nicaragua.

Evelyn LE GUEN

## Les prises de position de pays non-alignés

# Rester indépendant par rapport aux blocs

**L'**ENJEU du prochain sommet du mouvement des pays non-alignés qui se tiendra à La Havane (Cuba) au mois de septembre prochain est clair pour les quatre-vingt six pays membres : le mouvement préservera-t-il ou non les principes qui ont inspiré sa création en 1961 ? Ou bien abandonnera-t-il la voie indépendante, en dehors des deux grands blocs (américain et soviétique) ?

Aujourd'hui, un grave danger menace l'unité du mouvement sur ses bases : l'URSS tente de saper le mouvement de l'intérieur en utilisant ses « chevaux de Troie », Cuba et le Vietnam, qui ont pour mission d'amener le Mouvement des non-alignés dans le giron de Moscou, présenté comme « l'allié naturel » du mouvement. Ainsi serait abandonnée la lutte anti-impérialiste et anti-hégémoniste. Tandis que les coups se concentreraient sur le bloc américain, l'URSS et ses acolytes auraient les mains libres pour réaliser leurs ambitions hégémoniques sur le monde.

C'est justement cette orientation que refusent de nombreux pays et, en particulier, la Yougoslavie, membre fondateur du mouvement, très écoutée.

Voici des extraits de prises de position venant de pays aux options très différentes, qu'il s'agisse du Cambodge, de l'Algérie ou de l'Indonésie, mais qui tous se retrouvent d'accord sur un point : il faut conserver l'unité du mouvement sur ses bases fondamentales — l'indépendance vis-à-vis des blocs.

### Cuba

Mais commençons d'abord par un extrait d'un journal cubain qui a le mérite d'être clair :

« Nombre de faits montrent que l'alignement sur la communauté socialiste est une source inépuisable de force pour le mouvement de non-alignement » (ou : pour être non-aligné, alignez-vous !).

### Singapour Thaïlande Indonésie

Un dirigeant yougoslave, à propos de Singapour, de la Thaïlande et de l'Indonésie :

« Ces trois pays luttent contre toute tentative de modifier la nature de non-bloc et le principe du Mouvement des non-alignés ainsi que toute tentative visant à diviser le mouvement dans le domaine idéologique ou autre et à associer le mouvement à un bloc ou à un autre ».

### Somalie

Un ministre de Somalie, en visite en Chine, a dit qu'il y a, de nos jours, une tendance croissante à diviser de nouveau le monde en sphères d'influence et de poursuivre les politiques de l'impérialisme, du colonialisme et la politique du plus fort. Il a ajouté que, épaulé par une superpuissance, le Vietnam a lancé une agression démentielle contre le Kampuchea.

deux pays « ont renouvelé leur profond attachement aux principes et objectifs de la politique de non-alignement qui agit comme facteur autonome des blocs et des pactes militaires (...) Nous devons être persévérants et énergiques dans la lutte contre l'impérialisme et le colonialisme ainsi que contre toute autre forme de domination, d'exploitation et d'ingérence étrangères ».

### Cambodge

Le vice-premier ministre cambodgien, Ieng Sary, s'est déclaré opposé à toutes les manœuvres visant à diviser le mouvement. Il a émis l'espoir que la réunion adoptera une résolution demandant au Vietnam de retirer toutes ses troupes d'agression du Kampuchea démocratique et de laisser le peuple cambodgien résoudre lui-même ses problèmes et décider de son propre destin. Il a aussi exprimé l'espoir de voir que le mouvement ne sera pas utilisé pour servir les intérêts des grandes puissances.

### Indonésie-Yougoslavie

L'Indonésie et la Yougoslavie ont exprimé leur opposition à toute tentative de modifier la politique et les principes fondamentaux du Mouvement des non-alignés. Les deux côtés soulignent que les conflits entre Etats doivent être réglés de façon pacifique, conformément à la Charte de l'ONU et à la politique du Mouvement des non-alignés.

### Yougoslavie

Tito en visite à Malte a souligné qu'il était particulièrement important de réaffirmer les principes fondamentaux et authentiques du Mouvement non-aligné lors des conférences des non-alignés qui auront lieu à Colombo et La Havane, car ses principes sont une garantie pour que la politique et le mouvement de non-alignement restent un facteur déterminant et autonome et qu'ils ne soient inféodés à aucun bloc dans les relations internationales.

### Panama

Le président du Panama a déclaré que le Panama continuera de lutter pour s'en tenir aux principes énoncés par la Yougoslavie et d'autres pays lorsqu'ils ont créé le Mouvement non-aligné. « Pays non-aligné, le Panama n'appartient à aucun bloc ni à aucune sphère d'influence ; pays indépendant, il a ses propres amis ; la liste de ces amis ne peut être donnée par des étrangers, pas question non plus qu'ils nous disent qui est notre ennemi ».

Le président panamien a ajouté que le Mouvement non-aligné s'opposait à ce qu'on impose un système économique, social ou politique à un pays au moyen de forces extérieures.

### Algérie-Yougoslavie

Algérie-Yougoslavie (communiqué commun) : les



Le président Tito avec le président algérien Chadli lors de sa visite en Algérie.

## Coup d'Etat au Ghana

**U**N coup d'Etat militaire a renversé lundi soir au Ghana le gouvernement du général Akuffo. Les militaires qui ont pris le pouvoir ont affirmé qu'ils ne remettraient pas en cause le processus de transfert des pouvoirs à une assemblée civile lors d'élections prévues le 18 juin prochain. Alors que le général Akuffo avait scrupuleusement respecté le calendrier prévu, ses observateurs sont généralement sceptiques sur le fait que ces élections puissent désormais se dérouler normalement.

On a particulièrement noté le très grand empressement de l'agence soviétique Tass à saluer les putschistes.

## AFGHANISTAN

**L**E 3 juin, six militaires soviétiques auraient été exécutés par des rebelles musulmans dans le centre du pays. Le 5 juin, l'aviation afghane a bombardé le territoire pakistanais. Le gouvernement pro-soviétique de Taraki, pour se justifier, accuse le Pakistan d'envoyer en Afghanistan des « militaires déguisés en civils ».

SOUTIEN AUX EMPRISONNES CORSES

Le sens du procès

DEPUIS le 27 février 1979 une série d'attentats a eu lieu à Paris, revendiqués par le FLNC: le ministère de l'économie, le tribunal des forces armées à la caserne de Reuilly (cible de balles), des banques, le palais de justice, des agences de voyage et des magasins.

Dans la nuit du 30 au 31 mai, alors que retentissaient vingt-deux explosions dans différents quartiers de Paris, Antoine Mariani et Jean Gueguen étaient arrêtés. Le premier juin, Antoine Graziani est arrêté à son domicile, ainsi que Marie-Madeleine Antonini. Déférés ce mercredi au parquet de la Cour de sûreté de l'Etat, trois sont incarcérés. M.M. Antonini a été inculpée de « complicité d'attentats par explosifs » et laissée en liberté.

LETTRE OUVERTE DES EMPRISONNES

A moins d'une semaine du premier procès (le 14 juin), nous reproduisons des extraits d'une lettre ouverte des patriotes emprisonnés parue dans U Ribombu. Ils indiquent quel est le sens des procès qui vont s'ouvrir: « (...) Quel terrorisme en Corse, si ce n'est celui de l'Etat français. Ce terrorisme qui détruit notre culture, qui assassine notre langue, qui censure notre histoire; ce terrorisme qui contraint notre jeunesse à l'exil ou au chômage; ce terrorisme qui s'acharne à chasser l'homme, qui viole la démocratie en imposant sa démocratie française; cette démocratie française qui aliène, non seulement par la fraude électorale, toujours aussi présente, mais également par les pressions de tous les ordres: par la corruption, le chantage, le vote de plus en plus déterminant d'un électoral étranger à notre peuple. Ce terrorisme qui maintient sa domination à l'aide de son armée d'occupation: ses CRS, ses gardes mobiles, ses légionnaires assassins, ses

gendarmes, ses policiers en civil et ses policiers clandestins.

La voilà donc, cette paix civile à laquelle aspirent tous les profiteurs de l'ordre colonial, cette paix civile qu'implorent tous ces collaborateurs, tous ces colons, tous ces hauts fonctionnaires, tous ces banquiers, tous ces promoteurs, toutes ces multinationales. C'est sous cette paix civile, que pendant de nombreuses décennies s'est poursuivie l'agression de notre peuple. Son élimination progressive s'est effectuée sournoisement, par un développement économique anticorset, par le jeu conjugué de l'exil et de l'invasion de l'étranger, par une francisation à outrance. (...) »

Après avoir dénoncé le régime de détention, ils écrivent: « Ils croient nous impressionner, mais pour qui nous prennent-ils? Vous êtes bien présomptueux, messieurs les juges français.

N'avez-vous pas encore réalisé que vos espoirs seront déçus? Comment espérez-vous nous démoraliser alors que nous menons une lutte populaire, que nous avons mis notre vie au service d'un combat qui ne vise pas à parler au nom de notre peuple, mais à lui restituer la parole. Comment espérez-vous nous démoraliser, alors que vous n'avez que votre misérable légalité usurpée à faire valoir en face de la légitimité de notre combat.

Nous l'affirmons d'ores et déjà, les procès à venir ne seront pas les nôtres. Perdez l'illusion de voir devant vous de malheureux repentants en quête d'une clémence. Nous saurons vous démontrer que nous plaçons notre liberté personnelle après celle de notre peuple. Ces procès ne seront pas les nôtres, car c'est le colonialisme et toutes ses formes d'exploitation qui seront mis en accusation. Nous l'avons déjà condamné. (...) »

Nous vous l'assurons, la répression de l'Etat français est dérisoire. A chaque militant arrêté, d'autres plus nombreux encore prennent sa place dans le combat anticolonialiste. (...) »

\* A la mi-avril, de nouveaux comités de soutien aux emprisonnés se sont constitués à Montpellier (écrire à la librairie « La Brèche », 34, rue de l'Université) et à Toulouse (écrire: « Chez Adèle », rue St-Rome).

Le disque « Liberta per i patriotti » est en vente aux Herbes Sauvages.

PARIS Meeting de soutien aux emprisonnés corses Le vendredi 8 juin à 19h à la Mutualité (rue St-Victor - métro Maubert).

ELECTIONS EUROPEENNES

Les petites listes

Europe Ecologie

QUATRE tendances: des écologistes, des militants de comités « quart monde », des cités de transit, des militants des associations d'handicapés et enfin d'aide au tiers monde. Elle est conduite par Solange Fernex qui, pendant neuf jours, a fait une grève de la faim pour protester contre les difficultés que connaissent les petites listes.

Le thème principal de cette liste est l'écologie.

Elle s'attaque au nucléaire, à la politique productiviste.

Cette liste, qui entend rendre sa place et sa dignité à l'homme, défend sans nul doute des aspirations qui sont justes et que nous soutenons. Cependant, nous pensons que le nucléaire est une forme d'énergie utilisable à la condition qu'elle le soit avec prudence et progressivement. Nous ne pensons pas que le productivisme soit à l'origine du chômage ou de l'exode rural.

contre le chômage, contre l'inflation, n'a pas pu économiser l'énergie ou investir assez vite les industries du futur, c'est que le Marché commun est resté une non-Europe... »

C'est la fin du Marché

commun. On a changé d'époque. J.J. SS. et François Giroud sont en fait proches de l'UDF et de Giscard. Mais ils disent ouvertement ce que les premiers n'osent pas dire tout haut.

L'eurodroite

CONDUITE par Tixier-Vignancourt, ancien secrétaire d'Etat de Pétain, cette liste comprend des personnages tel qu'Alain Robert, ancien secrétaire général d'Ordre nouveau, ou Ortiz, ancien fondateur du Comité de salut public d'Alger, proche de l'OAS. Cette liste a pour cible, entre autres, les pays arabes producteurs de pétrole, les immigrés.

Tixier-Vignancourt qui prétend vouloir une « Europe des libertés » propose la création « d'une loi-cadre européenne sur l'ordre public » et « la création d'une police européenne antiterroriste ».

Les partenaires européens de Tixier-Vignancourt sont le Mouvement solidariste Italien (MSI), Fuerza Nueva, mouvement néofasciste et franquiste.

Liste Malaud-Médecin-Poujade

LES représentants des PME, d'associations de rapatriés, Poujade, l'ex-chef de l'UDCA, organisation corporatiste, très marquée à droite, des petits et moyens commerçants, qui connaît un certain succès dans les années 1956, Malaud, ancien ministre de l'Information, Médecin, politicien plus que trouble, maire de Nice, etc. Tout ce joli

monde compose la liste de l'« Union de défense interprofessionnelle pour une France indépendante dans une Europe solidaire ».

Elle défend des thèses très réactionnaires. Elle réclame moins de charges sociales pour les patrons, elle taxe l'Etat d'organisation socialisante, elle défend les petites et moyennes entreprises et réclame un protectionnisme outrancier.

Liste Servan-Schreiber-Giroud

L'EUROPE plénière, intégrée, unifiée. Tel est le leit motiv de J.J. SS. Cette liste est la seule qui soit européenne jusqu'au bout et

de façon ouverte. La supranationalité, c'est en quelque sorte sa raison d'être. J.J. SS. charge le Marché commun de tous les maux car il est dépassé: « L'Europe n'a pas su lutter

Fou Hallier? Liste « Régions-Europe »: le bluff

L'ORIGINE de la liste « Régions-Europe » un aventurier, jadis figure du gauchisme flamboyant de l'après 1968, Jean Eder Hallier est aujourd'hui directeur d'édition et de surcroît châtelain. Sur les quatre-vingt-un noms qu'il a pu rassembler à grand peine en Bretagne, qu'y trouve-t-on? De tout! Pas moins de dix-huit cadres et membres de professions libérales, pas moins de vingt-huit

chanteurs, peintres, journalistes et écrivains, tout ce que la Bretagne peut compter de plus irréaliste et de plus rétrograde.

On y trouve aussi... des patrons (au moins huit). Exemple: Bolloré, qui vient de licencier cent-cinquante personnes dans ses usines de Scaër et d'Ergué-Gaberil.

Des patrons, des sénateurs (deux), un général! Des « agriculteurs » domiciliés à Paris ou marquis.

Les travailleurs n'ont rien à voir avec cette liste.

Liste Laguillier-Krivine

L'ANALYSE que les deux groupes trotskistes, la Ligue communiste et Lutte ouvrière, unis sur la même liste, font de l'Europe est la suivante. L'Europe ne changera rien à vos problèmes: le chômage, la crise. Mais « de toute façon, les travailleurs n'ont rien à redouter d'un élargissement du Marché commun qui unifie la législation sociale et abaisse les barrières douanières ».

Ceci, c'est Lutte ouvrière qui l'écrit dans ses tracts. La Ligue, elle, dit: « Non à l'Europe du Marché commun à six, neuf ou douze ». Elle dit: « Non à l'Europe du capital ». Il y a donc plus que dans n'importe quelle analyse des deux composantes de cette liste. De l'URSS, il n'est question que pour y réclamer la démocratie socialiste. Des ambitions impérialistes de l'URSS sur l'Europe, rien. La Ligue revendique même « les Etats unis socialistes d'Europe, de Paris à Moscou » et dénonce la division de l'Europe en deux.

L'énergie, une clé de l'avenir

(Suite de la page 1)

D'autre part, leurs positions d'impérialismes dominants leur donnent accès à certaines sources d'approvisionnement extérieures, ce qui leur permet d'être parmi les plus grands marchands d'énergie. Ce fait est connu pour les Etats-Unis où cinq des dix plus grands trusts américains (et donc mondiaux) sont des compagnies pétrolières. Dans le même sens, les deux plus gros producteurs de gaz naturel sont les Etats-Unis et l'URSS. Ce qui n'empêche pas l'URSS d'importer du gaz d'Iran ou d'Afghanistan qu'elle ira ensuite revendre par exemple à la Tchécoslovaquie ou à la RFA ou même à la France dont elle est le quatrième fournisseur.

3 - Placés parmi les plus gros consommateurs et largement démunis en ressources propres, les pays européens et le Japon sont dans une situation de grande dépendance. Mais là en-

core, à des degrés divers. C'est ainsi que la Grande Bretagne pourrait bien parvenir dans un proche avenir à une auto-suffisance énergétique.

Quelques points ressortent de ce rapide tableau. D'abord, l'opposition d'intérêts entre l'Europe et les Etats-Unis, manifeste ces derniers temps.

L'Europe se soumettra-t-elle ou non au diktat américain? Il est trop tôt pour le dire. La réponse tient d'ailleurs pour une bonne part dans la capacité des pays de la CEE à définir une politique commune énergétique par delà les situations différentes. Giscard et Thatcher en ont parlé cette semaine et il en sera question au sommet européen de Strasbourg à la fin du mois.

D'autre part, la lutte pour le contrôle des sources d'approvisionnement énergétique a été et sera de plus en plus un des enjeux centraux de la rivalité entre

Etats-Unis et URSS. C'est l'énergie comme pièce maîtresse de la stratégie d'hégémonie soviétique.

Pour finir cette question restera au cœur des progrès des intérêts communs des pays du tiers monde. Pierre MARCEAU.

Erreur de calcul? Monsieur Gicquel à TF1 annonçant la hausse prochaine de 10% pour les loyers nous informait que le loyer prenait une part importante du budget familial: 1/8! M. Gicquel, merci de l'information! Mais en faisant un calcul rapide sur un loyer de 1 000 F (ce qui n'est pas rare), je suppose donc que vous avez un bon salaire. A moins que vous n'ayez fait une erreur de calcul!



SOURCE PERRIER - VERGEZE (GARD)

79 quotidiens et 8 brochures vendus

Mercredi 6 juin, il y avait, en page 8, dans le quotidien un article sur l'usine de La Source Perrier à Vergèze, dans le Gard. Nous avions prévu d'aller vendre ce journal à la porte. Sur le conseil d'un ouvrier de l'usine, nous avons préparé la vente en distribuant la veille un petit tract disant que nous serions là le lendemain avec le journal et aussi une brochure sur les luttes de la région, réalisée par notre comité de parti régional.

Le mercredi, nous sommes une dizaine de militants devant l'usine, avec table, panneaux, tracts et, bien sûr, le quotidien. Sur les trois sorties différentes, le total de la vente fut de soixante-dix neuf quotidiens et huit brochures. L'accueil a été très bon : plusieurs ouvriers, mis au courant par le tract de la veille, avaient préparé leur argent. Notons que sur le total, trente francs vont revenir à la souscription, certains ouvriers nous laissant un peu plus d'argent.

D'autre part, l'après-midi, entre les sorties de l'usine, une vente s'est faite sur un supermarché de Nîmes où il a été vendu trente quotidiens et neuf brochures.

Total de la vente de la journée : cent neuf quotidiens, dix-sept brochures régionales. Un succès très encourageant pour les militants et pour tout le parti.

MARSEILLE

Deux ouvriers meurent ensevelis dans une tranchée

L'ABSENCE de sécurité sur un chantier a encore provoqué la mort d'ouvriers. Cela se passait à Marseille jeudi à 11 heures dans le quartier de la Rose. Alors qu'ils creusaient dans le sol une tranchée déjà profonde de six mètres, destinée à recevoir les canalisations du tout-à-l'égout, trois terrassiers, A. Kelali, A. Aïbi et M. Touati, ont été ensevelis par la terre des parois de la tranchée qui s'est soudainement écroulée. Deux sont morts, le troisième est grièvement blessé. Le coffrage provisoire qui avait été installé n'a pas rempli sa fonction de protection. Rappelons qu'il y a, par an, trois mille à quatre mille morts par accident du travail et qu'avec la crise, ce chiffre aurait plutôt tendance à augmenter, les cadences s'élevant, les patrons rechignant encore plus pour des dépenses de sécurité non rentables pour eux.

29 expulsions à Romainville

MERCREDI matin, les CRS ont investi, à 5 heures du matin, le foyer Sonacotra de Romainville dans la Seine-Saint-Denis. Ils ont expulsé vingt-neuf résidents dont les affaires ont été embarquées par les flics et mises dans un garde-meuble à Ivry. Des menaces d'expulsion pèsent toujours sur les foyers de Garges-les-Gonesses et de Chilly-Mazarin. Les résidents de ces foyers appellent les travailleurs français à manifester leur soutien et à se préparer à faire échec aux expulsions. La Sonacotra se prépare, en effet, à frapper un grand coup en cette fin de printemps contre les résidents en grève.

Pourquoi les inculpés du 1er Mai ?

Nous avons publié, dans notre édition du jeudi 7 juin, une interview du comité de Nanterre pour la libération des inculpés du 23 mars et du 19 mai. Jusqu'à présent, nous avons disposé de nombreu-

ses informations sur l'identité, les chefs d'inculpation, le truquage des procès des « otages du gouvernement » du 23 mars. Mais qui sont ceux du 1er Mai ?

Un 1er Mai morose, peu combatif.

Thomas P. 16 ans, lycéen à Rueil-Malmaison, a défilé. La horde des CRS chargé des groupes de manifestants. Les gaz lacrymogènes étouffent l'atmosphère. Thomas, attendant son métré, prend peur, s'empare de deux tire-fonds pour se défendre au cas où... Des policiers en civil l'encerclent et l'arrêtent. Mais, curieusement, ce n'est pas ce geste de défense qui sera reproché à Thomas.

Le juge d'instruction Feneyroux l'inculpe de violence à agents et le place sous mandat de dépôt parce qu'il a crié et protesté au moment de son arrestation.

Maitre Nahori appelle sur le principe de dépôt. La chambre d'accusation rejette l'appel. L'instruction

suit son cours et, au terme de celui-ci, rend une ordonnance de liberté provisoire le 17 mai. Mais le parquet fait appel. La peine d'emprisonnement de Thomas est prolongé jusqu'au 12 juin, date de son procès (43 jours de prison).

« Le formidable coup de filet de la police contre la vermine casseuse remporte d'autres succès ce jour du 1er Mai ».

Armand et Maurice Motat, 18 ans lycéen et 20 ans aide-comptable, stationnant eux aussi sur le quai, tentent de s'interposer à l'arrestation de Thomas. Le prix de leur protestation ? Leur propre arrestation ! Ils ne passent pas en flagrant délit, car leur affaire est en relation directe avec celle de Thomas ; or, Thomas est mineur et les mineurs ne

passent pas en flagrant délit.

C'est alors au tour d'Eric Waucquier d'être arrêté mais lui a eu la chance de recouvrer sa liberté quelque temps après. Et pourquoi a-t-il été arrêté ? Il tapait dans la porte du réduit de la RATP où les flics venaient juste d'enfermer Thomas, Armand et Maurice.

Alain Mahé, 19 ans, est le cinquième inculpé du 1er Mai. Il se trouve sur le chemin de la charge des flics. Résultat : de multiples contusions, de nombreux points de suture, il est dans l'obligation de porter une prothèse dentaire.

Le chef d'inculpation ? Avoir lancé une bouteille sur les forces de l'ordre et port d'un anneau métallique. Alain nie avoir lancé quoi que ce soit

sur les flics. Il ne participait pas à la manifestation. Il affirme qu'on lui a accroché au cou cet anneau métallique dans le car de police.

Voici les crimes qu'ont commis les inculpés du 1er Mai ! Voilà quels peuvent être les chefs d'accusation :

- Stationnement interdit sur les quais du métro !
- Traverse la chaussée alors que les CRS chargent !
- Solidarité contre une arrestation tout à fait arbitraire !

Enfin autant de bouffonneries imaginables pour « expliquer » leur arrestation, leur inculpation.

Nathalie VILLOTIERS

PARIS

Manifestation contre la remise en cause de la loi Veil

LES mouvements féministes se mobilisent concrètement sur la remise en question de la loi Veil sur l'avortement, à l'ordre du jour de la rentrée parlementaire de septembre. S'il y a une remise en question de cette loi, ce sera le fruit des campagnes réactionnaires menées par l'Ordre des médecins, par l'Association « Laissez-les-vivre », certains politiciens et organisations de droite ou d'extrême-droite ainsi que de la hiérarchie catholique.

La manifestation organisée le 7 juin à Paris par le Mouvement des femmes a

rassemblé cinq cents personnes. Elle a été marquée par une orientation confuse peu propice à la mobilisation.

Ainsi, la mixité non tolérée par les organisatrices ne permet pas une sensibilisation large. Une attaque des droits à la contraception, à l'avortement implique d'abord une mobilisation des femmes mais pourquoi exclure d'office le soutien des hommes à cette lutte ? Les hommes sont-ils des ennemis ? Simone Veil est-elle notre sœur ? (...) « Adopter un point de vue de classe sur l'émancipation des femmes et combattre le point de vue féministe qui fait des hommes des ennemis des femmes et les considérer toutes comme solidaires quelles que soient leurs positions de classe (...) ». Extrait de la résolution sur le travail du Parti en direction des femmes du 3e congrès de notre Parti.

Par ailleurs, le mélange de mots d'ordre clairs, sur l'avortement, la contraception (« Un enfant, quand nous le voulons »), la dénonciation des tortures sexistes sur Heidi, celles sexistes et fascistes sur Annick Chapelière ; d'autres plus nébuleux : « Nous ne serons pas les mamans dans une Europe de papas » « Non à l'Europe machiste », ne permettent pas d'éclaircir les idées de désigner la cible de la lutte pour les personnes qui ont rencontré cette manifestation.

NV

\* Heidi, jeune femme allemande torturée et brûlée par des flics l'année dernière.

\* Annick Chapelière, militante de l'OCT torturée, il y a quelques semaines par des nazillons.

SUCCURSALE RENAULT DE MONTPELLIER

Les grandes manoeuvres du patron

Correspondant Languedoc-Roussillon

NOUS avons déjà parlé de ces ouvriers de la zone industrielle de Montpellier, une centaine environ et une certaine d'employés et cadres pour parler de leur combativité.

Il y a plusieurs semaines l'ensemble des ouvriers des ateliers décidaient de débrayer plusieurs fois par semaine pour obtenir la parité des salaires avec les ouvriers d'autres succursales, par exemple Toulouse ou Marseille. Ainsi, les ouvriers tiennent bon et le patron manoeuvre : il y a un mois il a envoyé à tous les ou-

vriers une lettre à leur domicile pour tenter de semer la zizanie dans les familles : il n'a pas reçu les réponses qu'il espérait...

Mais il ne désarme pas et vient de licencier un ouvrier alors qu'il était en congé de maladie. Les débrayages sont votés et aussitôt un tract CGT (seul syndicat dans l'usine) est distribué : « C'est inacceptable ! Réagissons avant que le pire ne se produise, car cela peut nous arriver du jour au lendemain ». Il est vrai qu'entre les patrons et les ouvriers, c'est une lutte sans merci. Les ouvriers de Renault-Montpellier luttent contre leur avec énergie et fermeté.

CALOR A LYON

Les travailleurs bloquent l'entrée de l'usine

LE jeudi 7 juin au matin, un important piquet de grève s'est rassemblé devant toutes les entrées de l'usine de l'avenue Lumière. Cette fois-ci les travailleurs bloquaient complètement les accès de la boîte pour la première fois depuis le début de la grève.

Cette grève dure depuis deux semaines et demie et les négociations n'avancent pas. Le patron propose une augmentation de salaire pour juillet sans préciser d'ordre de grandeur. Les travailleurs ne se satisfont pas de ce genre de proposition. Il y a eu un peu de bousculade devant la porte de l'administration : quelques ca-

dres zélés ont voulu forcer le passage, mais les ouvrières au coude à coude formaient un barrage solide qui a tenu le coup. Ça été l'occasion de lancer quelques vérités à ces cadres endimanchés : « Il faut que les ouvriers puissent vivre, vous, mangez-vous avec 2 000 F par mois ? », « Arrêtez vos grands sentiments et donnez-nous seulement un salaire normal ».

La poursuite de la grève se décide chaque jour en assemblée générale. La proportion de grévistes est forte. En bloquant l'entrée de l'usine les travailleurs de Calor manifestent leur détermination à défendre fermement leur croûte.



A la manifestation des femmes, à Paris.

LIMOGES

# « Il faudrait entraîner dans la lutte tout le groupe RVI »



Piquet de grève devant RVI de Limoges

## Rencontre avec des ouvriers, syndiqués et non syndiqués, de RVI-Limoges

Nous avons rencontré un groupe d'ouvriers de Renault-Véhicules industriels de Limoges. Tous jouent un rôle actif dans la lutte actuelle. Certains sont syndiqués, d'autres non. Nous leur avons demandé leur avis sur la grève. Hier, nous avons donné la parole aux responsables CGT, CFDT, FO de l'usine. Il nous a semblé important que des travailleurs non-syndiqués, présents dans la lutte, puissent s'exprimer. Prendre en compte leurs opinions, n'est-ce pas nécessaire pour l'unité des travailleurs en lutte ?

— HR : Pouvez-vous nous rappeler les raisons pour lesquelles vous êtes en grève ?

— Nous nous sommes mis en grève contre des conditions de travail qui deviennent de plus en plus mauvaises, la perte du pouvoir d'achat. Également pour la diminution du temps de travail vu qu'il y a maintenant tout un tas de chômeurs. J'estime qu'il faut se diviser le travail, et pour cela, il faut diminuer les horaires. Nous avons également des cadences infernales et, vu la crise économique, ils veulent nous faire travailler davantage et nous payer moins.

— Les cadences de travail augmentent de plus en plus et maintenant avec les centres d'usinage que l'on a, les bécanes suppriment des emplois. En tournant en trois-huit, avant en équipe ça faisait dix gars, maintenant, il n'y en a plus besoin que de trois, pour le même boulot.

— Tu prends l'exemple du bâtiment K qui tournait à quarante cinq gars, il tourne maintenant à vingt gars, à cause des centres d'usinage. On a perdu 11,5 % du pouvoir d'achat en un an et demi.

— HR : Le patronat dit qu'à RVI, vous seriez des privilégiés. Qu'en pensez-vous ?

— Il y a un moment, les salaires des professionnels étaient supérieurs à ceux de certains professionnels des petites boîtes de Limoges. Maintenant, les ouvriers de chez Legrand, par exemple, nous ont largement rattrapés.

— Le SMIC progresse plus que nos salaires. Il nous rattrape.

— Pour finir, on va se retrouver au SMIC ici et c'est ce qu'ils veulent.

— HR : Pensez-vous qu'il y a des menaces sur l'emploi ?

— Ils mettent les gars en pré-retraite, ils les obligent pratiquement à partir.

— Je crois que c'est une usine qui finira par tourner avec peut-

être 1 500 bonshommes. Avec les centres d'usinage qu'ils installent, automatiquement au bout d'un certain temps, il y aura des masses de gars, peut-être cinq-cents dont on ne saura plus quoi faire.

— En ce moment, ils font faire pas mal de boulot en dehors.

— D'ici quelque temps, pas mal d'ateliers vont être équipés en centres d'usinage, les gars vont tourner en 3/8. En plus, les gars qui partent en « retraite », pour ne pas dire licenciés, ne sont plus remplacés.

— Et il y en a beaucoup qui, après avoir été mis en pré-retraite, sont tenus à rechercher du boulot s'ils veulent être payés.

— HR : A votre avis, qu'est-ce qui serait nécessaire dans la grève actuelle pour renforcer l'unité des travailleurs et mettre le plus de chances de votre côté ?

— D'abord, il faudrait, à mon avis, que les organisations syndicales essaient d'entraîner dans cette lutte tout le groupe RVI, les gars de Vénissieux, Annonay et à fond. C'est-à-dire faire grève générale comme nous, fermer toutes les boîtes. Mais ça ne résoudrait que le problème de notre boîte alors que les problèmes concernent maintenant la France entière. Il faudrait qu'on arrive un jour à la grève générale, paralyser comme on l'avait fait en 1968.

— Mais j'ai l'impression qu'une grande partie des organisations syndicales ne sont pas d'accord pour qu'un jour, toutes les boîtes décident de planter. Et pourtant, même 24 heures, ce ne serait pas grand chose mais, même 24 heures, si toutes les boîtes fermaient, tous les magasins, si on faisait la France morte, et bien ça ferait peut-être réfléchir un petit peu le gouvernement. Ce n'est pas dit que ça aboutirait à quelque chose, mais après, on pourrait peut-être essayer d'élargir le mouvement. Je crois que tous ces petits machins sectoriels, maintenant, c'est foutu.

— HR : Et la grève sur Limoges, qu'est-ce qu'il faudrait à votre avis pour que ça marche mieux ?

— Déjà, il faudrait qu'il y ait un peu plus de gars qui viennent aux piquets de grève. On est 1 500 en grève. Il en vient 600 le matin, aussitôt que les informations sont données, il y en a 300 qui restent. En fin de journée, on est cinquante, soixante-dix. Il faudrait que les gars soient plus dans la grève, que les gars soient là.

— HR : Il y en a plusieurs parmi vous qui sont non-syndiqués et, malgré tout, vous participez activement à la grève, aux piquets, à l'occupation. Il y a une forte proportion de non-syndiqués qui sont dans l'action. On ne peut pas vous accuser de n'être pas conscients. Alors, pour quelles raisons n'êtes-vous pas syndiqués ?

— Pour moi, je trouve que les délégués CGT s'occupent davantage du PCF : trop de politique et pas assez de syndicalisme. J'estime que l'on doit s'occuper en premier de ce qui se passe dans l'entreprise. On a encore vu ce matin\* comment ça se passe, ça ne se passe pas à l'intérieur, ça se passe à l'extérieur. Alors moi, je ne suis pas d'accord.

### LES SYNDICATS, TROP MODERES

— Pour ce qui me concerne, j'ai trouvé jusqu'à présent les syndicats trop modérés, beaucoup trop modérés. A chaque fois que j'ai voulu m'exprimer, on m'a toujours fermé la gueule en me disant : « T'es un gauchiste ». Je me suis battu pour faire ce qu'on est en train de faire aujourd'hui et même aller plus loin et jamais ils n'ont été de mon avis. Je ne vois pas pourquoi je serai rentré dans un syndicat alors que ces gars-là m'ont toujours contré et m'ont même démolé à maintes fois.

J'ai mené une grève au bâtiment K qui a duré six semaines. C'est la seule grève qui a remporté une victoire et elle l'a remporté parce que les organisations syndicales n'ont pas pu pénétrer à l'intérieur de cette grève. Elle a été menée par des gars qui voulaient se battre, sans les syndicats.

Les syndicats ont suivi les ouvriers, c'est nous qui avons

mené la lutte. Ils étaient à la remorque. On a admis les organisations syndicales à une condition : qu'elles acceptent ce qu'on dictait. C'est nous qui décidons. On avait fait un comité de grève où on avait choisi les ouvriers les plus combattifs, syndiqués ou non-syndiqués.

On venait tous les jours au bâtiment, tous les matins on faisait une réunion, on discutait de nos problèmes. On discutait avec ceux qui voulaient reprendre le boulot, on les ramenait vers nous. On faisait des tracts nous-mêmes que les organisations syndicales, surtout la CFDT, publiaient. Après, on participait, avec l'aide de la CFDT encore, il faut le reconnaître, à des collectes sur les autres boîtes. L'argent nous était toujours remis et c'est nous qui faisons les paies des gars avec cet argent. On distribuait l'argent suivant la présence des travailleurs au piquet de grève, ça encourageait les gars à venir. Voilà comment on était organisés.

Et là, on a vu les magouilles de la CGT qui avait le culot de venir dans le bâtiment et qui nous disait sans arrêt : « Les gars, vous allez au casse-pipe, vous allez vous noyer ». Non pas venir encourager les gars dans la lutte mais venir les décourager. Derrière, c'était dur pour ramener les gars. Ils voulaient nous faire voter à bulletin secret. J'ai toujours été contre, on devait voter à mains levées, être honnêtes. Eux, voulaient faire voter à bulletin secret, ils disaient que le vote à mains levées n'était pas démocratique. On sentait qu'ils voulaient briser cette lutte, qu'elle les gênait parce que c'était une lutte de « gauchistes » qu'ils disaient. Qu'est-ce que c'est que les gauchistes, où ça commence, où ça s'arrête ?

— Si tu as bien écouté la prise de parole qu'ils ont faite à l'intérieur de la boîte le jour où on s'est mis en grève, ils n'étaient pas d'accord pour qu'on fasse grève, pour qu'on occupe la boîte. Ils étaient d'accord pour qu'on occupe des secteurs, ça rimait à quoi ? Il fallait tout planter. Ils ont été pris de cours. Et maintenant, ils font comme si c'était les meilleurs, les plus beaux.

— Ils ont organisé, lors de la grève du bâtiment K, des gars pour me casser la gueule parce que, de temps en temps, j'essayais de prendre la parole. C'est un copain qui m'a protégé, sinon, je prenais un marron en pleine figure. Tu voudrais que je rentre dans cette maffia ; je pourrais m'exprimer moi à qui on voulait mettre le poing sur le nez ? J'essaie par moment de leur parler, mais je me méfie, tu comprends.

— Il faut dire que les délégués ne sont pas tellement combattifs ici dans la boîte. Les petites grévettes d'une heure ou d'une heure et demie ça leur suffit amplement alors qu'en définitive, c'est où on en est arrivé qu'il fallait arriver depuis longtemps. C'est ce que je leur reproche en définitive, de n'être pas assez combattifs sur le plan de la boîte.

— Les organisations syndicales ont foutu à la porte les ouvriers combattifs ou jamais ils n'ont pu entrer.

### LA MAJORITE POUR LA GREVE DURE

— HR : D'après ce que l'un d'entre vous disait, la grève actuelle est partie un peu malgré l'avis de la direction de la CGT ?

— Ce sont les gars qui ont décidé de planter. La CGT n'était pas d'accord pour qu'on plante, qu'on occupe la boîte. Ils disaient qu'il fallait des grèves de secteurs, que la direc-

tion serait plus touchée en lui donnant des petits coups tous les jours.

— HR : Alors, comment la grève s'est engagée ?

— Au départ, il y avait deux propositions. D'un côté, les grèves sectorielles avec occupation de secteurs, de l'autre, l'occupation de toute la boîte. Les gars ont voté à main levée et il y a eu une majorité pour la grève totale avec occupation.

— Ce qui a gêné la CGT sur ce problème-là, c'est que FO (pourant ils ne sont pas bons à grand chose), s'était vachement mouillé depuis quelque temps en disant qu'il fallait une grève dure. FO et la CFDT ont réussi à entraîner la CGT à faire voter pour voir si les gars étaient pour la grève dure ou les grèves sectorielles. La majorité s'est mise pour la grève dure. Ils ont été entraînés de force.

— Et maintenant, ils voudraient faire croire que si on occupe la boîte, c'est grâce à la CGT !

— Ils ont un noyau de militants qui vient mais il y a pas mal de gars de chez eux qu'on ne voit pas beaucoup au piquet de grève.

— Moi, j'ai relevé les noms des non-syndiqués au piquet de grève et bien, ce sont les éléments les plus durs au piquet de grève

— HR : Comment les non-syndiqués qui sont dans l'action peuvent-ils malgré tout faire entendre leur point de vue ?

— En fait, on ne fait pas entendre notre voix, on essaie de s'exprimer un peu avec des copains et puis on écoute ce qui se dit. Mais comme il n'y a pas de comité de grève, quand il y a des intersyndicales ou quand ils iront négocier avec la direction, eh bien, nous on n'y sera pas, on ne sait pas ce qui se passe.

— De toute façon, la plupart des syndiqués, ils sont comme nous, ils suivent aussi, ils n'ont pas plus la parole que nous.

— En 1973, quand on a fait notre grève, on exigeait qu'à chaque fois qu'il y avait une négociation, moi j'y aille, même n'étant pas syndiqué. Je rentrais dans le bureau de la direction et des travailleurs venaient avec moi. On voyait ce qui se passait, on écoutait nous-mêmes ce qui se passait.

— A une certaine époque, on avait demandé à ce qu'il y ait des syndiqués et des non-syndiqués qui participent aux réunions avec la direction.

— Le syndicat ça ne doit pas être une carte dans la poche, contrairement à ce que l'on a fait croire aux gens. T'as beau avoir une carte, le syndicat c'est la lutte et la lutte c'est autre chose. Il ne faut pas mélanger une carte et une lutte.

Note \* Le matin, comme les autres matins, le PCF, avec le député, était venu à la porte de l'usine, voiture sonnée à l'appui pour appeler à voter pour lui aux élections au Parlement européen. Pendant le meeting syndical, un tract était distribué, appelant à un meeting sur l'Europe avec Georges Frischmann.

**A** LA Saviem-Blainville (Caen), la grève continue dans les mêmes conditions. Le piquet de grève est maintenu. Dans la nuit de mercredi à jeudi, des cadres, venus dans l'intention de déménager du matériel, ont dû déguerpir, surpris par une ronde de travailleurs. La direction refuse de négocier (elle exige comme préalable la levée du piquet de grève !)

Les travailleurs ont organisé jeudi un cortège de voitures en direction de la préfecture ; de même ce vendredi en direction de la chambre patronale.

Dans notre prochaine édition, nous publierons une interview de militants CFDT de Caen.

# ELECTIONS EUROPEENNES

## LA GRANDE-BRETAGNE

# Quand sidérurgiste et licencié se disent en anglais

**L**ES sidérurgistes français sont frappés de plein fouet par la restructuration. Deux des grands partis traditionnels français, RPR et PCF, se sont, par contre, emparés de cette occasion pour mener leur campagne partisane et chauvine contre l'Europe. A les écouter, on finirait par croire que les sidérurgistes français sont les seuls touchés en Europe. De là à penser que c'est une façon pour l'Europe germanique, comme ils disent, de prendre sa revanche, il n'y a que quelques pas dans la bonne logique chauvine qu'ils nous distillent. Les sidérurgistes et les travailleurs de France ont droit à la vérité. Dans tous les pays d'Europe (ils ne sont pas les seuls à être visés), leurs frères de classe sont affrontés à la crise dont les patrons et gouvernements respectifs veulent leur faire payer les frais. Un reportage en Allemagne a montré que c'était le cas en ce qui concerne les sidérurgistes allemands. Nous avons demandé à nos camarades anglais de la Ligue communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne ce qu'il en était dans leur pays. Près des trois quarts du marché sont dominés par une firme nationalisée, la BSC. Et pourtant, pour les sidérurgistes, restructuration et plan de licenciements sont à l'ordre du jour comme chez nous.

**HR : Comment est organisée la sidérurgie en Grande-Bretagne ? Qui dirige ? L'Etat est-il majoritaire ?**

**R :** Le principal producteur de fer et d'acier est la British Steel Corporation, dirigée par l'Etat, BSC. En 1970, elle produisait 80 % et en 1976 75 % de la production totale de fer et d'acier anglais.

**HR : Comment l'Etat a-t-il été amené à prendre en charge ce secteur ?**

**R :** La période de 1950-1960 fut une période de boom économique, les profits des dix plus gros groupes passèrent de 47 à 167 millions de livres sterling. Les concurrents (principalement allemands et japonais) commencèrent à pénétrer le marché anglais et les marchés extérieurs, les profits et les investissements dégringolèrent.

Il devint clair non seulement à la classe dominante dans son ensemble mais aussi aux barons de l'acier qu'une draconienne réorganisation et modernisation de l'industrie étaient essentielles.

Cela pouvait être accompli seulement avec d'énormes investissements et une attaque contre les travailleurs de l'acier (ouvriers sidérurgistes). La nationalisation fut la réponse parfaite.

### UN PLAN STRATEGIQUE

La BSC mit en place un plan stratégique sur 10 ans : pour accroître l'investissement de 70 millions de livres sterling à 220 millions de livres sterling par an, pour accroître la capacité de production de 27 à 37 millions de tonnes d'ici à 1980 et pour réduire

La Grande-Bretagne		
Quelques chiffres		
	GB	France
Population (millions)	56	53
Densité (ha/km <sup>2</sup> )	229	96
Terres cultivées (%)	28,6	34,3
Densité agricole (ha/habitant)	11,3	7,7
Produit national brut par habitant (francs)	21 500	35 000
Taux de chômage de la population active (%)	4,9	5,7

la force de travail de 230 000 à 180 000 travailleurs. La cible est maintenant descendue à moins de 100 000.

Le plan mit au point la concentration de la production en cinq énormes complexes.

Et cela s'appuyait sur trois facteurs : accroissement de l'importation de minerai de fer et le développement des industries de l'acier sur les côtes (acier en bord de mer), développement technique de la fabrication d'acier à l'oxygène nécessitant de plus grands hauts fourneaux (de plus grande chaleur), dépasser un million de tonnes de capacité de production par an, être compétitif avec la RFA et le Japon et les autres producteurs européens.

**HR : Combien de travailleurs sont touchés par la réorganisation ?**

**R :** En 1967, il y avait 230 000 sidérurgistes. La BSC emploie maintenant 207 000 personnes et on s'attend à 25 000 licenciements pour le moment, la cible est de faire descendre la force de travail au-dessous de 100 000 au début des années 1980.

**HR : Face à ces problèmes, quelle est l'attitude des responsables syndicaux ?**

Leur politique consiste à soutenir l'économie capitaliste, ils appellent à restreindre les importations, s'opposent à la politique et aux mesures de restrictions

ment pas d'un coup et on se souvient des tergiversations et des discussions sur l'entrée des Britanniques dans l'Europe verte. Il lui a fallu cependant céder dans une certaine mesure. Et cela eut des répercussions immédiates très concrètes, car la Grande-Bretagne, importe plus de la moitié de sa nourriture.

En quatre ans, les prix moyens des denrées alimentaires ont doublé, et la Grande-Bretagne est actuellement le troisième pays au monde, après le Japon et la RFA, pour le déficit agricole, avec trente-quatre milliards de francs en 1976, soit près de 3% de son Produit national brut (PNB).

Serge FOREST

# Le 10 juin, le vote sidérurgiste

**L'**EUROPE, vaste marché, bien sûr, et aussi vaste chasse gardée : les maîtres de forges européens se sont unis autour du plan Davignon pour défendre l'acier européen face à ses concurrents étrangers, américains et japonais, notamment, pour se protéger de la rivalité accrue des deux supergrands qui dominent une grande part des marchés mondiaux et de l'irrésistible montée de la sidérurgie du tiers monde.

Entente de brigands ! Et ils en profitent pour accabler la « remise en ordre » nationale des secteurs économiques qui chancelent sous les coups d'une profonde crise capitaliste.

Barre le déclarait avec le cynisme qu'on lui connaît : « Les actions de modernisation et de restructuration industrielles que j'ai pratiquées depuis octobre 1976 sont guidées par la nécessité d'adapter notre économie aux nouvelles conditions du monde et de lui donner les moyens de faire face à la concurrence internationale ».

Oui, la casse des hauts fourneaux, la liquidation des bassins de l'acier, c'est une politique qui ne se décide ni à Bruxelles, ni à Bonn, mais à Paris, par les grands commis du capital financier qui sont à la tête de l'Etat français.

Cela, tous les sidérurgistes le savent et ils peuvent à juste titre s'interroger sur l'obscur politique chauvine que leur présentent ceux qui approuvent l'intégration à l'Est et la repoussent à l'Ouest.

Car, enfin, on nous dit que l'ARBED se renforce et prospère sur le déclin de « notre » sidérurgie. Pourtant la production du trust ARBED est inférieure à celle d'Usinor (de moitié) ou même de Sacilor-Sollac.

Pourtant, l'ARBED a licencié 12 700 ouvriers dans ses seules usines de Sarre.

Oui, la vérité la voilà : de chaque côté de la frontière, en France comme en Allemagne, les sidérurgistes subissent de plein fouet les mesures de restructuration

de leur bourgeoisie, à la faveur desquelles les maîtres de forges poursuivent leur folle course au profit.

Et si les profits des monopoles allemands s'avèrent plus importants que ceux de leurs homologues français, faudrait-il s'en lamenter ? Non ! Soutenir ses propres patrons contre leurs concurrents étrangers, cela n'est pas et n'a jamais été la politique de la classe ouvrière ! Loin de s'alarmer de la prospérité du patronat allemand, la classe ouvrière doit plutôt s'inquiéter de l'austérité qui pèse sur les travailleurs d'Allemagne, pour tendre une main fraternelle à ces exploités.

C'est pourquoi nous disons oui à l'unité et à la solidarité des sidérurgistes européens.

Alors, s'en prendre à l'Allemagne ? Ressusciter sans vergogne les souvenirs de trois guerres, les ignobles atrocités nazies pour dresser un peuple contre un autre, une classe ouvrière contre une autre ? Non, mille fois non. Assez de chauvinisme, assez de divisions.

Le 10 juin, les sidérurgistes pourront montrer le rejet du chauvinisme et de la division, leur adhésion à l'internationalisme et à la lutte unie et solidaire des travailleurs européens contre les maîtres de forges, contre les gouvernements de la misère, du chômage et des licenciements.

Le 10 juin, les sidérurgistes voudront manifester leur désir de voir se développer l'union des peuples européens et leur vigilance, pour l'indépendance nationale et la paix que menace si gravement l'énorme machine de guerre offensive dont dispose l'URSS aux portes de l'Europe. Le 10 juin, les sidérurgistes exigeront du travail pour tous, l'annulation de tous les licenciements, ils marqueront leur volonté de poursuivre leur juste combat.

Aucune liste n'offrant un tel programme conforme aux intérêts véritables des travailleurs, le 10 juin le PCML appelle les sidérurgistes à voter nul.

Rémi DAINVILLE

## L'agriculture britannique Le poids du passé révolu

**A**U début du siècle, la Grande-Bretagne est la première puissance coloniale du monde, elle est aussi le pays le plus industrialisé. Combinant ces deux facteurs, la bourgeoisie anglaise va pratiquer ce qu'elle appelle la politique de « nourriture à bon marché ». Celle-ci va consister à importer des colonies la plus grande partie de la nourriture à des coûts très bas. Le prix de la nourriture étant très bas, les salaires peuvent l'être également sans pour autant amener de trop grande révoltes ouvrières. L'industrie capitaliste britannique peut ainsi fabriquer des produits à des prix compétitifs tout en maintenant une relative paix sociale.

Cependant, la conséquence directe de cette politique est la disparition de toute production vivrière agricole mais aussi celle de la plupart des petits paysans. Une concentration se produit donc très tôt sur un petit nombre de productions : le

blé, l'orge, la pomme de terre pour la production d'alcool et l'élevage ovin. La mécanisation est extrêmement poussée.

Avec 2,3 % de sa population active dans l'agriculture, la Grande-Bretagne compte la plus faible proportion mondiale après le Koweït. Quand arrivent les années 1960, la Grande-Bretagne est contrainte de renoncer à la plupart de ses colonies mais elle parvient, par l'intermédiaire du Commonwealth, de maintenir à bas prix ce système d'achat de la plupart de ses produits agricoles. Ainsi presque toute la viande et le beurre viennent directement d'Australie ou de Nouvelle Zélande.

Pour la Grande-Bretagne, l'entrée dans le Marché commun, avec l'obligation qui lui est faite de s'approvisionner pour une large part à l'intérieur de la Communauté, pose donc un problème supplémentaire : il lui faut renoncer à cette politique.

Cela ne se fera évidem-

### BULLETIN DE VOTE (à découper)

### ELECTIONS EUROPEENNES DU 10 JUIN 1979

Avec le Parti communiste marxiste-léniniste (PCML) et le Parti communiste révolutionnaire marxiste-léniniste (PCRml)

### JE VOTE

- Contre la politique de restructuration, de chômage, d'oppression et de répression des masses populaires ;
- Contre la liquidation accélérée des petits paysans ;
- Pour l'unité et la solidarité des luttes anticapitalistes des travailleurs européens ;
- Pour l'unité des pays européens, contre la politique d'hégémonie de l'URSS et des USA, contre les menaces de guerre soviétiques.

# SOUSCRIPTION

## LE 24 JUIN A BRETIGNY-SUR-ORGE

Les Comités de Parti de la région parisienne organisent

# Une journée de solidarité à «L'Humanité Rouge»

**L**A bataille pour rassembler les quarante millions avant la fin juin et sauver le journal s'intensifie ; ces derniers jours, des sommes importantes ont été rassemblées par nos lecteurs, nos amis et camarades aux quatre coins du pays. Des initiatives se multiplient ici et là qui lient le parti, son journal et ceux qui leur font confiance : méchouis ici, pique-niques là, confections d'objets, braderies de vieux livres et de bibelots etc. et l'on peut avoir confiance dans le succès.

Parmi ces initiatives, celle des comités de parti de la région parisienne revêt une certaine ampleur. Le 24 juin prochain, journée nationale de la souscription à *L'Humanité rouge*, les militants de la région parisienne organisent une journée de soutien au Centre culturel de Brétigny-sur-Orge. Les mots clés de la journée sont la détente, l'initiative et, bien sûr, le soutien politique et financier à *L'Humanité rouge*.

Dès le matin commencera un tournoi de football sur le terrain attenant au Centre culturel qui durera jusqu'à l'épuisement de nos champions. Il y aura aussi des matches de volley-ball ; de la pétanque est prévue pour les plus paisibles. Voilà côté sport... mais

d'autres propositions peuvent être retenues.

Côté spectacle ? Le Théâtre du Printemps, du Nord, viendra présenter sa nouvelle pièce *Berzique* (A l'endroit nous le remettrons ce monde à l'envers). Elle évoque les expériences et la prise de conscience d'un jeune ouvrier du Nord, face à l'exploitation et au chômage en 1979. Cette pièce a été présentée aux journées de solidarité de Dunkerque, Denain et Fameck où elle a suscité beaucoup d'intérêt des participants. Le Théâtre du Printemps la jouera deux fois dans l'après-midi ; et chacune des représentations sera suivie d'une discussion entre les spectateurs et les acteurs. D'autres activités culturelles sont prévues, chants, danses, sketches qui auront lieu en plein air. Nous tiendrons au courant les lecteurs et amis de la région dans le quotidien.

Il y aura de quoi se restaurer à midi, le soir... et dans l'après-midi. Une vignette de soutien à la journée, donnant possibilité d'obtenir un hors d'œuvre ou un dessert, un plat de résistance et une boisson, à n'importe quel stand, sera disponible dans quelques jours à 15 F. La « restauration » sera décentralisée entre les différents stands des comités de

parti et de *L'Humanité rouge* qui rivaliseront dans l'art culinaire !

Chaque comité de parti de Paris et des banlieues aura ses stands : présentation de ses activités politiques de l'année, jeux divers, braderie d'objets et de livres, vente de bibelots, d'affiches et de dessins confectionnés par les militants. Certains ont prévu une loterie, d'autres des jeux divers.

Il y aura bien sûr un grand stand tenu par des militants de la rédaction, de la production et de l'administration du journal ; les Editions du Centenaire seront présentes également.

Une crèche sera organisée : les enfants seront en plein air, il y aura possibilité de les abriter ; les plus grands (au-dessus de six ans) peuvent amener leur maillot de bain ; ils seront conduits et surveillés à la piscine du Centre culturel.

La journée se terminera par un bal.

Voilà les premières indications. D'autres suivront, les jours qui viennent, dans le quotidien... et aussi par les militants de la région parisienne qui vous attendent nombreux le 24 juin à Brétigny.

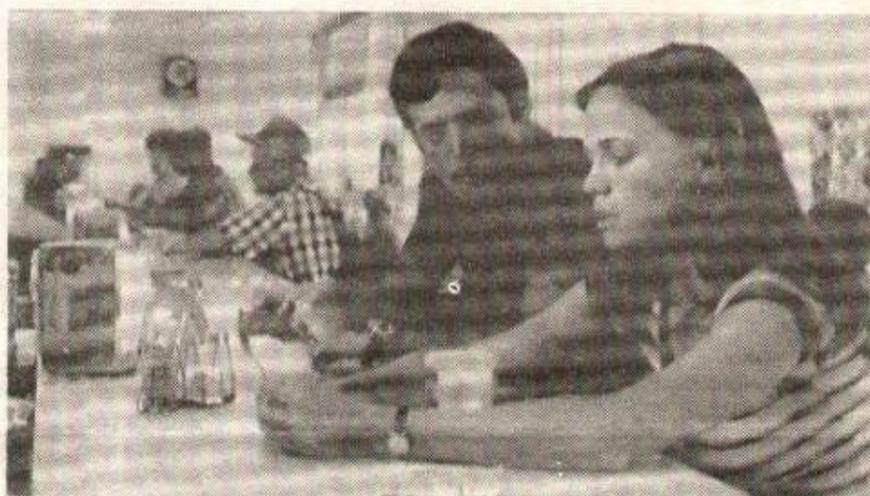
## Cinéma

### Norma Rae : Femme et ouvrière aux USA en 1979

# Un film qui a de la santé

**E**LLE n'est pas cinéaste, elle n'est pas psychologue, elle n'est pas non plus espionne, encore moins cover-girl. Mais dites-moi, que fait-elle ? Et surtout que fait-elle dans un film ? Qui a pu oser faire un film sur ceux dont on ne parle jamais. Un film sur une ouvrière dans une usine du coton dans le sud des Etats-Unis : c'est Martin Ritt.

Mieux encore, il a poussé l'audace jusqu'à glaner la palme de l'interprétation féminine pour le jeu remarquable de Sally Field : Norma Rae.



Norma Rae ouvrière syndicaliste du textile et Reuben le délégué syndical du textile.

« J'ai toujours éprouvé une certaine attirance pour les "exclus" et je déplore que les films américains consacrés, ces derniers temps, aux femmes, n'aient pas fait un effort pour présenter sérieusement la condition d'une ouvrière. La plupart avaient pour héroïnes des bourgeoises désaxées. Légèrement nymphomanes ou névrosées ».

C'est le portrait d'une jeune femme courageuse, pleine de vie et de santé que nous fait Martin Ritt. Sally Field crève l'écran, elle s'impose. Restée veuve avec un enfant, elle en élève deux. Elle doit s'opposer à son père

pour préserver sa vie privée.

Il ne fait pas bon sortir des sentiers battus à Henleyville, cette petite bourgade du sud des USA, où les mots « tradition » et « respectabilité » ont encore un sens. C'est l'usine de coton qui « occupe » tous les habitants.

Le film est mené sur trois plans. Norma Rae dans ses rapports avec ses parents, avec les hommes, contre le patron pour implanter le syndicat. Dans le sud des Etats-Unis, le racisme est très fort, le syndicat est très faible. Jusqu'au jour où Reuben, un délégué du syndicat du co-

ton, débarque pour implanter le syndicat.

Le même jour, Norma Rae décide de ne plus se laisser marcher sur les pieds et de se faire respecter par les hommes. Tout le film suivra l'évolution de Norma Rae qui au fur et à mesure où elle s'engage dans la lutte pour implanter le syndicat, renforce ses liens avec son nouveau mari, avec ses parents usés par l'exploitation, avec ses enfants. Elle découvre la solidarité, elle se découvre elle-même, elle fait l'apprentissage de la liberté. Une image, celle où Norma Rae juchée sur une machine brandit un

écriteau avec « Union » marqué dessus, jusqu'à ce qu'on entende le dernier hoquet de la dernière machine qui s'arrête pour soutenir Norma Rae contre la maîtrise, pour soutenir le jeune syndicat. Dans un beau mouvement de haut en bas, la caméra nous montre les ouvrières et les ouvriers qui stoppent leur machine en solidarité avec Norma Rae.

Un très beau film sur la classe ouvrière des USA, sur la classe ouvrière tout court et sur les femmes. Un film à voir, à faire voir.

Léon CLADEL.

# BLOC-NOTES

9 - 10 JUIN

## Diffusons massivement le bimensuel

A l'heure actuelle la souscription bat son plein. Un premier succès a été atteint lors du premier rendez-vous du 3 juin avec 24 000 F. Et la bataille continue pour les 40 millions fin juin.

Mais en même temps, si nous voulons nous dégager à plus long terme de nos énormes difficultés, nous devons augmenter sensiblement la vente du bimensuel.

D'ailleurs le comité de rédaction a entrepris une réforme de son contenu pour qu'il puisse être diffusé très largement.

Pour cela, nous proposons que tous les camarades, tous les lecteurs décident et organisent des ventes du bimensuel, au porte à porte, sur les marchés, dans les entreprises, en le proposant aux camarades de travail ou en le vendant aux portes des boîtes. Prendre toutes les initiatives, être à l'offensive pour faire connaître le bimensuel. Faire des groupes de diffuseurs, conduits par les camarades les plus offensifs y compris les cadres. Tout cela peut donner d'excellents résultats à condition de se lancer dans cette bataille.

Emile REBIERE

### VITRY

#### Fête de l'expression libre

Le samedi 9 juin à 14 heures, salle Camille Blanc, 15 rue Camille Blanc, avec « Histoire de banlieue » « Radio cortisone », Les sidérurgistes de « Radio S.O.S Emploi », montage diapo sur Langwy, etc. Musique et table de presse.

### LES ULIS

#### Foyer Sonacotra des Ulis en grève des loyers. Pourquoi ?

Journée portes-ouvertes le samedi 9 juin de 13 h à 18 h organisée par le comité de résidents et le comité de soutien.

Au programme, visite des chambres et du foyer, musique, films (le rôle économique des immigrés).

Le foyer est situé avenue de Saintonge, entre le Bosquet et les fraisières.

### RIVE-DE-GIER

#### Journée de solidarité avec les sidérurgistes et les travailleurs de la Loire en lutte contre les licenciements.

Le samedi 9 juin à partir de 14 heures. Organisée par le PCML.

#### AU PROGRAMME DE LA JOURNÉE :

Le matin : Possibilité de rencontre avec la population de Rive-de-Gier.

L'après-midi : A partir de 14 heures au Jardin des plantes : - Interventions de délégations d'entreprises sur la lutte contre les licenciements et pour la solidarité ; intervention d'un membre du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste : discussions autour de forums ; stands d'entreprises. Projections vidéo. Discussion avec des journalistes de *L'Humanité rouge*. Information et vente de livres au stand-librairie, principalement consacré à la vie et aux luttes de la classe ouvrière et plusieurs moments culturels : théâtre, chants, films... avec Iznaegen.

Déjà, des travailleurs de différentes entreprises nous ont annoncé leur participation :

Des sidérurgistes de Lorraine, des travailleurs de Creusot-Loire, de Thomson-Sesocem (Grenoble), Raymond-Bouton (Grenoble), Ronis (Lyon), PTT (Lyon), hôpital (Grenoble), Caravelair (Tournon), Berliet (Bouthéon), Michelin (Clermont-Ferrand), etc.

### APPEL DE L'ADMINISTRATION

En raison des faibles versements qui nous sont parvenus aux mois de février, mars et avril et des échéances auxquelles nous avons à faire face, nous lançons un appel pressant aux camarades des régions et sections pour qu'ils nous fassent parvenir leurs règlements le plus vite possible.

### Pour adhérer au PCML ou rencontrer ses militants.

Retourner ce bulletin à *L'Humanité rouge*, boîte postale 201 - 75926 Paris Cédex 19.

Nom ..... Prénom .....

Profession .....

Entreprise .....

Adresse complète .....

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
Rédacteur en chef : Jean Query  
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buijsson  
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel  
*L'Humanité rouge* - Pour toute correspondance :  
B.P. 201 - 75926 Paris Cédex 19  
CCP : 30 226-72 D La Source  
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drouine  
Commission Paritaire No 57 952  
Distribution : S.M.P.P.  
Imprimerie : La Nouvelle  
Dépôt légal 2ème trimestre 1979

# Interview de la délégation officielle du Kampuchea démocratique à Genève (1)

## Le comportement de l'occupant vietnamien

Propos recueillis par Annie Brunel et Claude Liria

A l'heure où s'ouvre la conférence ministérielle du bureau de coordination des pays non-alignés à Colombo au Sri Lanka, plusieurs questions litigieuses opposant des pays non-alignés entre eux sont soulevées.

L'invasion et l'occupation du Cambodge par 150 000 soldats vietnamiens n'est pas l'une des moindres. En effet, à travers cette agression vietnamienne, ce sont les principes même du mouvement des non-alignés qui sont remis en cause : respect de l'indépendance d'autrui, non-agression, droit des peuples à décider librement de leur propre système social. Sans oublier le non-alignement sur les blocs (soviétique ou américain), principe fondamental que le Vietnam a jeté aux orties en jouant le rôle de cheval de Troie de Moscou en Asie du Sud-Est.

Alors que se déroule le débat sur ces questions décisives pour l'avenir du Mouvement des non-alignés, il nous semble important de détruire un mythe entretenu par le Vietnam et grâce auquel il tente de « légitimer » son invasion : ce serait l'humanisme et le grand cœur des dirigeants vietnamiens qui les auraient poussés à envahir le Cambodge pour libérer le peuple de « la tyrannie sanguinaire de la clique Pol Pot-Ieng Sary ». Voici donc une interview aux révélations exclusives, qui en dit long sur la conduite des envahisseurs vietnamiens au Cambodge. Cet interview nous a été accordé par la délégation officielle du Kampuchea démocratique, lors de son passage à Genève pour la conférence de l'ONU sur le droit de la mer. Et nous l'en remercions vivement.

**HR :** Le Vietnam se vante d'avoir ramené la paix et les libertés au Cambodge (hôpitaux, écoles, pagodes). Qu'en est-il réellement ?

**R :** (...) Les Vietnamiens et les Soviétiques depuis le commencement de leur agression au Kampuchea ont détruit complètement la paix, la sécurité et les libertés du peuple en appliquant leur politique de « tout détruire », « tout brûler », « tout massacrer ». Ils ont détruit et incendié les écoles, les hôpitaux, les maisons, pas de coopératives, les dépôts, les greniers à riz, les usines construites par le peuple du Kampuchea après la guerre de libération de cinq ans. (...) Ce sont les agresseurs vietnamiens et les Soviétiques qui rafent la population par la terreur et la forcent à vivre dans des camps de concentration sans soins médicaux et avec une ration alimentaire misérable.

**HR :** Quelles destructions, exactions, répressions contre la population l'armée vietnamienne a-t-elle commises ?

**R :** L'agression vietnamienne contre le Kampuchea a causé d'immenses dévastations. (...) Voici quelques exemples :

### 1 - UTILISATION DE GAZ TOXIQUES CHIMIQUES

Dans la zone est et à Ratnakiri,

### 2 - RAFLES DES HABITANTS FRONTALIERS

Se chiffrant à plusieurs dizaines de milliers, des districts de Snuol (Kratie), de Krek et Mémot (Kompong Cham), de Romeas Hek, Romduol, Svay Teap et Kompong Rau (Svay Rieng), de Koh Andet et Kirivong (Takeo), de Banteay-Meas et Kompong Trach (Kampot). Ces habitants ont été emmenés de force au Vietnam. D'après les quelques rescapés, ils ont été presque tous massacrés.

### 3 - EXECUTIONS SOMMAIRES MASSIVES

Des habitants du Kampuchea que l'armée vietnamienne a arrêtés et non emmenés au Vietnam ont été massacrés sur place.

### 4 - MASSACRES

Dans la province de Takeo, l'armée vietnamienne d'agression a ligoté des membres de coopératives et les ont suspendus aux arbres. Elle a saigné le corps des victimes qui ont connu une longue et affreuse agonie avant de s'éteindre.

Dans la province de Svay Rieng, l'armée vietnamienne a attaché ensemble des membres de coopératives, comme les paysans attachent ensemble les poulets. Elle les ont emmenés dans les champs de riz mûr, les

ont arrosés d'essence et les ont brûlés vifs.

Dans le Sud-Ouest, au cours de sa récente campagne de répression du 13 au 15 février 1979, l'armée vietnamienne d'invasion a arrêté les habitants de la région. Elle a passé des ficelles à travers les paumes de leurs mains et à travers leurs oreilles pour les emmener au lieu d'exécution.

Sur la RN5, dans la province de Kompong Chhnang, les forces vietnamiennes ont arrêté des milliers d'habitants, les ont ligotés en serrant très fort et les ont enfermés, provoquant la mort lente des prisonniers par suite de la faim et de la gangrène qui rongait leurs membres.

Quant aux parents et membre des familles des cadres et des combattants, les Vietnamiens les ont mutilés, éventrés ou leur ont crevé les yeux avant de les massacrer.

### 5 - VIOLS ET MASSACRES DES JEUNES FILLES ET DES FEMMES

Au cours de leur invasion, les soldats vietnamiens ont rafié des jeunes filles à partir de 12 ans et des femmes pour les violer. Celles qui leur résistaient ont été fusillées sur le champ. Les autres, ils les ont violées et après les ont massacrées. Certaines ont succombé durant ces actes barbares. Les rescapées que nous avons recueillies n'ont pas survécu, tellement elles avaient été mal-

traitées. Dans certains endroits, comme à Nimit, près de la frontière thaïe, les soldats vietnamiens ont fait un tri entre les filles au teint clair et celles au teint foncé. Ces dernières ont été immédiatement massacrées, les autres, ils les ont emmenées pour les violer.

### 6 - EXECUTIONS DES ENFANTS ET DES BEBES

Dans la province de Takeo, les hordes vietnamiennes ont pris des bébés et des enfants du Kampuchea comme des jouets dans leur jeu de massacre. Ils ont jeté les bébés en l'air et les ont cueillis dans leur chute à la pointe de leur baïonnettes qui les ont transpercés. Certains soldats ont littéralement déchiré les bébés en écartant leurs jambes. Certains autres ont pris les bébés comme des ballons dans leurs jeux atroces.

### 7 - MASSACRES DANS LES HOPITAUX

A son entrée à Phnom Penh, le 7 janvier, l'armée vietnamienne a massacré plus de 2 000 malades dans les hôpitaux de Phnom Penh.

### 8 - BOMBARDEMENTS MASSIFS ET SANS DISCRIMINATION

Pour avancer vite dans leur deuxième attaque de grande envergure en vue de l'invasion et de l'occupation du Kampuchea, les Vietnamiens ont fait bombarder massivement et sans discrimination toutes les localités le long des routes nationales No 1 de la frontière vers Phnom Penh, No 2 de la frontière vers Takeo, No 7 de Snuol vers Kratié-ville d'une part, de Snuol, Mémot, Krêk à Kampong-Chamville, d'autre part et No 15 des plantations de Chup à Neak Luong. Des milliers d'habitants ont été tués. Toutes les habitations, usines, centres médicaux des coopératives le long de ces routes ont été détruits. La ville de Takeo est presque réduite en cendres. Les hôpitaux de Neak Luong et Kampong-Chamville ont été également détruits. Dans leur progression, les tanks et les blindés vietnamiens ont écrasé tout sur leur passage, y compris les habitants qui s'enfuyaient par la route.

Bref, partout où elles passent, les troupes vietnamiennes détruisent et incendient les villages, champs et rizières ; elles massacrent la population et violent les femmes avant de les tuer ; elles accaparent les terres pour les donner à des Vietnamiens envoyés du Vietnam ; elles pillent les récoltes et les emportent au Vietnam pour essayer de pallier la famine qui y sévit. Elles procèdent à l'éli-

mination de la culture nationale et de la civilisation du Kampuchea.

En même temps, les Vietnamiens ont pillé les richesses du patrimoine national du Kampuchea : les statues de Bouddha en or et en argent massif déposées dans la Pagode d'Argent et dans diverses pagodes de Phnom Penh, les bas-reliefs rares d'une valeur inestimable déposés dans le Musée national de Phnom Penh, et ceux d'Angkor, les trésors du Palais royal, etc.

C'est l'extermination de la race et du peuple du Kampuchea que vise le Vietnam dans le but d'avaler purement et simplement le Kampuchea, faire du Kampuchea une province du Vietnam. C'est pourquoi à Phnom Penh, les agresseurs vietnamiens ont installé une administration dont la tête, les bras, les jambes et le corps lui-même sont entièrement vietnamiens. Cette administration n'est khmère que de nom, nom que le Vietnam lui a donné pour camoufler son agression, son invasion et son occupation du Kampuchea et pour tromper l'opinion publique internationale.

**HR :** Comment se manifestent concrètement les soutiens extérieurs dont bénéficient les agresseurs vietnamiens ?

Après la signature du traité d'amitié et de coopération du 3 novembre 1978 entre Hanoï et Moscou, ce dernier a fourni à Hanoï un nombre très considérable d'avions MIG de tout type, de navires de guerre, de canons de gros calibre, de tanks, d'armes très sophistiquées. Moscou a envoyé aussi de nombreux conseillers militaires soviétiques. Le 25 décembre 1978, les dirigeants vietnamiens (Le Duan-Pham Van Dong) ont lancé une deuxième agression fasciste de grande envergure contre le Kampuchea démocratique à laquelle ont participé de nombreux conseillers soviétiques, suivant la stratégie d'expansion régionale de Hanoï et celle globale de Moscou qui visent à dominer l'Asie, le Pacifique et le monde. L'on sait que sans le soutien total des Soviétiques, la clique Le Duan-Pham Van Dong ne serait pas capable d'envahir le Kampuchea et d'occuper la capitale Phnom Penh et un certain nombre de chefs-lieux provinciaux. Actuellement, les avions militaires soviétiques pilotés par des Soviétiques participent directement à la guerre d'agression du Vietnam au Kampuchea démocratique — en assurant le transport des troupes vietnamiennes et le ravitaillement en armes et munitions pour les forces armées d'agression.

(A suivre)

